

services d'experts en gestion; la conception, l'élaboration et la mise en œuvre d'un système informatique; la bureautique; la prestation d'un service de publications administratives; le contrôle et la supervision des services d'imprimerie et de photocopie du Ministère. Tout dernièrement, elle a été chargée de donner des conseils et d'exercer des contrôles relativement aux services contractuels et de rendre compte à leur sujet.

L'une des principales fonctions de la Direction générale consiste à établir des rapports sur les opérations budgétaires du Ministère, lesquelles sont présentées ci-après.

### Budget

Pour l'année financière 1985-1986, les dépenses du Ministère se sont élevées à environ 785 millions de dollars. Cette somme comprenait les dépenses de fonctionnement et d'immobilisation, les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert liés au Programme des intérêts du Canada à l'étranger, au Programme des céréales et des graines oléagineuses et au Programme des expositions universelles.

Des dépenses d'exploitation et d'entretien d'environ 554,4 millions de dollars ont été engagées pour la gestion et la coordination des activités à l'Administration centrale et à l'étranger. Elles comprenaient des traitements, salaires et autres frais de personnel, des frais de location de propriétés à l'étranger, des frais de déplacement et de communication ainsi que les dépenses nécessaires à la conduite des opérations étrangères.

Les dépenses d'immobilisation d'environ 57,8 millions de dollars comprenaient 32,6 millions pour l'achat et le remplacement de véhicules, de meubles et d'équipement et 25,2 millions au titre du Programme d'acquisition à long terme de biens. Ce dernier programme a pour objet de stabiliser les frais de location, en accroissant la proportion des bureaux et des logements dont le gouvernement est propriétaire.

Les dépenses d'environ 159,3 millions de dollars au titre des subventions, des contributions et des paiements de transfert consistaient pour une bonne part en paiements incompressibles, découlant de l'appartenance du Canada à des organisations internationales comme les Nations Unies, l'OTAN, l'OCDE et le Commonwealth.

### Immeubles et autres biens

La Direction générale des biens continue d'être chargée de fournir tous les locaux dont le gouvernement est propriétaire (par l'achat ou la conception et la construction d'immeubles), toutes les résidences officielles et les chancelleries louées par l'État et certains logements du personnel, loués à bail, ainsi que des biens matériels destinés au soutien et des services de décoration intérieure et d'entretien pour les opérations du Ministère à l'étranger. La Direction générale gère la collection d'œuvres d'art canadiennes du Ministère qui sont exposées à l'Administration centrale et dans les missions. Elle est également responsable du Programme d'acquisition à long terme de biens du Ministère, qui vise principalement à stabiliser les frais de location, en accroissant la proportion des bureaux et des logements dont le gouvernement est propriétaire.

En 1985-1986, la valeur du portefeuille immobilier du Ministère était estimée à quelque 1,25 milliard de dollars. Pour l'année financière 1985-1986, le budget de la Direction générale s'est élevé à 53,19 millions, dont 31,75 millions ont été consacrés à la construction et à l'acquisition d'immeubles aux termes du Programme d'acquisition à long terme de biens. Dans le cadre des programmes ministériels, 42 millions ont été consacrés à l'achat de matériel à l'Administration centrale et aux missions.

Des progrès ont continué d'être réalisés dans de nombreuses constructions en cours. On a terminé les travaux du complexe de l'ambassade de Riyad, qui est maintenant occupée. La rénovation de la Macdonald House et la construction d'une nouvelle résidence officielle à Londres ainsi que la construction de la première chancellerie canadienne sectionnelle (sections prêtes à assembler sur place) à Bridgetown, à la Barbade sont complétées. À la fin de l'année, on a commencé la construction de l'ambassade de Washington et on a terminé les plans d'importants projets pour les ambassades de Beijing, de Lagos, du Caire et de Kinshasa. De plus, des progrès ont été réalisés dans le projet de réaménagement en coparticipation du complexe de l'ambassade de Tokyo.

La Direction générale a fait l'acquisition de nouvelles résidences officielles à Manille et à São Paulo et de logements pour le personnel à Singapour. Elle a loué de nouvelles chancelleries à Boston, à Guatemala Ciudad, à Hong-kong et à Kuala Lumpur ainsi qu'une résidence officielle à Washington pour la mission de l'Organisation des États américains (OEA). La Direction générale a également aidé à l'acquisition et à l'aménagement d'une nouvelle annexe commerciale à Beijing, en Chine, et d'une chancellerie pour le nouveau consulat d'Osaka, au Japon.

Dans le cadre des activités de rénovation effectuées en 1985-1986, on compte les chancelleries des Nations Unies et le consulat général à New York ainsi que les chancelleries de Dacca, de Manille et de la Cité du Vatican. De plus, 17 propriétés de l'État ont été vendues, dans différents endroits, au cours de l'année. D'importants travaux d'entretien ont été effectués dans les chancelleries de Brasilia, de Rome, de Bagdad et de Bucarest.

Dans le cadre de sa planification, la Direction générale a effectué des visites de sites et des études de faisabilité, dans le but de louer, d'acheter ou de construire des locaux à Cleveland, à San José (Costa Rica), à Buenos Aires, à Alger, à Hong-kong, à Moscou, à Vienne, à Bruxelles et à Bonn.

Au nombre des réalisations de la Direction générale en 1985-1986, figurent l'approbation des normes d'espace pour les chancelleries que le Conseil du Trésor a établies, ainsi que la conception et la mise en œuvre de systèmes automatisés d'information et d'inventaire que l'on utilisera dans l'administration financière, la gestion des immeubles et des œuvres d'art.

### Principaux postes budgétaires par activité

(en millions de dollars)

<b>Programme des intérêts du Canada à l'étranger</b>	
Politique étrangère, priorités et coordination	19,0
Expansion du commerce international	69,9
Politique économique, commerciale et d'aide internationale	29,7
Affaires politiques, juridiques et de sécurité internationale	124,9
Affaires et programmes sociaux	32,8
Relations et opérations bilatérales	396,8
Passeports (revenu net)	(0,7)
Soutien aux opérations, planification des ressources humaines et administration	98,5
<b>Total partiel</b>	<b>770,9</b>
<b>Programme des céréales et des graines oléagineuses</b>	<b>8,8</b>
<b>Programme des expositions universelles</b>	<b>5,3</b>
<b>TOTAL</b>	<b>785,0</b>